



**FR**

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 3**

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Tchad pour l'année 2023

**Document d'action Facilite de Coopération (FC) du Tchad**

**PLAN ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDCI – Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'action

<b>1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base</b>	Facilité de coopération (FC) du Tchad  Référence opérationnelle OPSYS : ACT-61772  Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI – Europe dans le monde)/de la décision d'association outre-mer/du règlement instituant un instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire
<b>2. Initiative «Équipe Europe»</b>	Non
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée à l'endroit suivant: Afrique de l'Ouest, le Tchad.
<b>4. Document de programmation</b>	Programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021-2027 en faveur de la République du Tchad.
<b>5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés</b>	Mesures d'appui ou d'accompagnement de la programmation et renforcement de la visibilité des impacts des programmes financés par l'UE  Objectifs spécifiques du domaine prioritaire 1 « Gouvernance, démocratisation, paix et sécurité »  Objectifs spécifiques du domaine prioritaire 2 « Développement humain inclusif »  Objectifs spécifiques du domaine prioritaire 3 « Pacte vert »
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	s.o.
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal (1 uniquement): ODD 17: Partenariat pour la réalisation des objectifs  Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles: - Contribution à l'ODD 5 : égalité entre les sexes - Contribution à l'ODD 16 : paix justice et institutions efficaces

<b>8. a) Code(s) CAD</b>	Code CAD 43010 – Aide multi-secteur 31% Code CAD 99820 – Promotion de la sensibilisation au développement 23% Code CAD 99810 – Secteurs non spécifiés 23% Code CAD 16066 – Culture 23%			
<b>8. b) Principal canal d'acheminement</b>	s.o			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et balises</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	/

	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique	OUI	NON	/
	énergie	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	transports	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	santé	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	éducation et recherche	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020120 Coût total estimé: 6 500 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE: 6 500 000 EUR			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Type de financement<sup>1</sup></b>	<b>Gestion directe par:</b> – subventions – marchés publics  <b>Gestion indirecte avec la République du Tchad</b>			
<b>14. Type de mesures</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Facilité de coopération <input type="checkbox"/> Mesures en faveur de la société vile			

## 1.2 Résumé de l'action

L'Union européenne demeure l'un des plus grands partenaires au développement du Tchad depuis des décennies. Afin de renforcer l'efficacité et la qualité des interventions dans le cadre programmatique de coopération pluriannuelle en faveur de la République du Tchad, des mesures d'accompagnement sont envisagées sous forme d'une Facilité de coopération (FC) pour un montant de 6,5 millions d'euros. Cette facilité contribuera à la coordination et la consolidation du partenariat Union européenne – Tchad aussi bien dans le cadre du programme multi-annuel que dans le cadre des potentielles initiatives Équipe Europe, ainsi qu'à la visibilité des résultats.

L'objectif général de l'action est de renforcer le partenariat entre l'UE et le Tchad dans le cadre de la mise en œuvre du Programme indicatif pluriannuel 2021-2027 et du contexte post-Cotonou afin de contribuer à l'amélioration de l'efficacité et l'impact de l'aide, ainsi que des actions de communication stratégique et de diplomatie publique afin d'améliorer la connaissance et la compréhension de l'UE et de son action dans le pays et dans le monde.

L'action visera en particulier à :

- 1) Soutenir l'identification, la formulation, la mise en œuvre et le suivi des actions du partenariat UE-Tchad (IVCDI – Europe dans le monde), ainsi que le dialogue politique et sur les politiques, en ligne avec les objectifs stratégiques et thématiques de l'UE (y compris le renforcement de l'intégration transversale du genre, le Global Gateway et la Grande muraille verte ainsi que les appuis sectoriels des IEE) ;

<sup>1</sup> Article 27 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

- 2) Appuyer le dispositif institutionnel de coordination nationale des actions du partenariat UE-Tchad dans le cadre du IVCDICI et du post-Cotonou, en particulier la finalisation de la mise en œuvre du 11e FED. La mise en œuvre de ce volet sera adaptée à l'évolution de la transition politique en cours au Tchad, de manière à préserver les intérêts de l'UE.
- 3) Mettre en œuvre le plan de communication stratégique sur l'action de l'UE et son avantage comparatif ainsi que la stratégie de diplomatie publique, économique et culturelle en ligne avec les valeurs européennes de la Délégation en particulier dans le cadre de la stratégie Global Gateway mise en œuvre par l'Équipe Europe.

En tant que mesure de soutien, l'action proposée vise à contribuer aux objectifs et aux trois domaines prioritaires du programme indicatif pluriannuel 2021-2027 (PIP), et à soutenir le positionnement stratégique de l'UE dans le pays en fournissant des éléments pour un partenariat renouvelé.

La composante de coopération technique devrait permettre de soutenir l'intégration de questions transversales telles que l'égalité de genre et l'intégration de la dimension de genre, la sensibilité aux conflits et l'approche fondée sur les droits humains.

La composante "communication stratégique et diplomatie publique" facilitera la présentation des politiques européennes auprès de publics prioritaires. Autant que possible, la communication stratégique visera des publics nouveaux, y compris les populations qui ne connaissent pas l'action de l'UE et notre partenariat. Une attention particulière sera accordée à la diplomatie culturelle comme vecteur puissant de communication et de diplomatie publique, mais aussi en tant que prolongement des actions de coopération, comme outil de promotion de la cohésion sociale et du dialogue, à l'appui des efforts de consolidation de la paix, de stabilisation et de prévention des conflits.

La mise en œuvre est prévue en mode gestion directe pour des marchés de services et des subventions. Cependant, parmi les activités à réaliser, un certain nombre d'entre elles (études, séminaires et formation) pourraient nécessiter une conduite pour des marchés de services sous le pilotage de la partie nationale. Celles-ci seront effectuées en gestion indirecte.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

#### **Contexte général**

Le Tchad, pays enclavé d'une superficie de 1 284 000 km<sup>2</sup> (5<sup>e</sup> pays le plus vaste d'Afrique), a une population estimée à 17 414 717 millions d'habitants (2022, INSEED), dont 50,6 % a moins de 15 ans (âge moyen 19,7 ans). Le taux d'accroissement annuel moyen intercensitaire est évalué à 3,6% (y compris les réfugiés). La taille moyenne des ménages est de 5,3 et le taux d'urbanisation demeure faible à 21,9%.

Le Tchad est le deuxième pays le moins avancé du monde en termes d'index de développement humain (2021). Le taux d'alphabétisation de la population de plus de 15 ans est de 22% (celui des femmes est de 14%). Le taux de fertilité est de 5.6%. En matière de genre, le pays s'inscrit au bas de l'échelle, selon différents indicateurs internationaux. Dans une société patriarcale, les femmes et les filles sont fortement désavantagées par rapport aux hommes et aux garçons. Les déséquilibres entre les sexes sont également étroitement liés à d'autres formes de discrimination, comme le fait de vivre dans des zones rurales ou en conflit, la pauvreté, le handicap, l'âge, etc.

Le pays connaît des crises macroéconomiques récurrentes, liées à sa dépendance aux cours internationaux du pétrole. L'économie rurale du Tchad occupe plus de 70% de la population, mais elle est peu diversifiée, sous-financée et impactée par le rythme accéléré des aléas climatiques (sécheresse et inondations). De fait, le Tchad est classé parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique. Il est soumis à une dégradation environnementale importante (sols, végétation, eau, écosystèmes, biodiversité), qui impacte les rendements et la durabilité de sa production agro-pastorale. En mai 2022, le gouvernement a déclaré l'État d'urgence alimentaire. En outre, la fracture intergénérationnelle combinée aux conflits intercommunautaires, sont les principaux facteurs

de déstabilisation du Tchad. Le pays compte 1 062 551 personnes en déplacement forcé, dont presque 580 000 réfugiés et 380 000 personnes déplacées internes (PDI).

La situation politique reste complexe car, depuis avril 2021 et suite au décès du Président Idriss Déby, le Tchad traverse une période de transition. La Feuille de route de la transition de 2021 prévoyait une transition de 18 mois jusqu'en octobre 2022, avec trois étapes clés : le dialogue national inclusif, le référendum constitutionnel et les élections générales. Dans ce processus, le Tchad a accompli : 1) la signature de l'accord de paix de Doha entre le gouvernement et la majorité des groupes politico-rebelles armés (08/08/22) et 2) la tenue du dialogue national inclusif et souverain (du 20/08 au 8/10/2022). Ce dernier a cependant recommandé la reconduite du président du Conseil Militaire de Transition pendant 24 mois additionnels (jusqu'en octobre 2024), ainsi que son éligibilité aux prochaines élections présidentielles.

Le risque d'éclatement du pays dans un nouveau conflit politico-clanique militarisé et territorialisé est pressant et requiert un appui rapide, consistant et multiforme à la transition et une présence sur tout le spectre du développement/cohabitation-réactivité humanitaire-missions de paix (DHP).

### **Contexte spécifique**

L'objectif stratégique de l'UE au Tchad est de contribuer au renforcement durable de la stabilité du Tchad comme pilier de stabilisation régionale. La condition sine qua non de la stabilité du Tchad est une transition vers la démocratie dans un contexte apaisé, en ligne avec les attentes de la communauté internationale.

La présente action constitue une mesure d'accompagnement de la préparation et la mise en œuvre des actions financés sur le nouvel instrument de coopération IVCDC (l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale), ainsi que les objectifs et priorités de l'UE en matière de coopération au développement dans le cadre de l'Agenda 2030 ainsi que l'agenda géopolitique de l'UE, des objectifs de développement durable, de l'Accord de Paris, du Programme d'action d'Addis Abeba de 2015, y compris dans le cadre de la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE de 2016, et du consensus européen pour le développement.

La coopération avec le Tchad vise à adresser l'extrême pauvreté, le sous-développement (2ième pays le moins avancé du monde selon IDH) et les énormes inégalités dans le pays et dans la région (corridor). Tout avancement durable dépendra d'une stabilisation à court terme du Tchad et de l'implication de sa jeunesse (éducation-formation-emploi), des femmes sans discrimination, et des personnes déplacées (>1 Mio). Dans ce cadre la première phase de programmation (2021-2024) se focalise sur deux priorités stratégiques, déclinées en trois Flagships pour le Tchad: 1) l'appui à la mise en place apaisée d'un ordre constitutionnel pour une transformation démocratique (Flagship Tchad n°1 – Transition démocratique) et 2) l'appui à la création d'opportunités socio-économiques pour la population (femmes et hommes) - jeune et rurale, hypothéquée par la croissance démographique, le changement climatique et la multiplication de conflits communautaires (Flagships Tchad n°2 : Villes secondaires, et n°3 : Biodiversité et cohabitation).

En ce qui concerne les activités de coopération, les interactions avec les services du Ministère de coordination (MPEPI) et Ordonnateur national du FED, ont été davantage fragilisées par l'instabilité institutionnelle. Par ailleurs, pour les nouveaux programmes financés sous le IVCDCI, l'abandon de la modalité « classique » de fonctionnement des différents FED, avec un rôle bien défini pour l'Ordonnateur national, a créé certaines incompréhensions parmi nos interlocuteurs.

En outre, la Délégation est confrontée à la gestion d'un portefeuille de coopération complexe en termes de modalités d'implémentation et de sources de financements avec un nombre important de contrats (263 contrats actifs avec 680M EUR engagés) qui sont majoritairement en gestion indirecte avec le pays partenaire (FED). Sur l'ensemble de ces contrats actifs, presque 20% (51) ont dépassé la date finale d'implémentation (DFI) en fin 2022. Cette situation s'aggravera au cours des années suivantes. Le nettoyage du portefeuille 'du passé' (FED) reste prioritaire pour orienter nos ressources, opérations et dialogue vers le futur.

L'espace médiatique public tchadien continue à connaître une mutation. La Télévision nationale qui diffuse sur satellite depuis quelques années commence à avoir un programme varié. La Radio nationale est écoutée en modulation de fréquence dans toutes les régions où des relais ont été installés. Le nombre de radios privées,

communautaires, associatives et confessionnelles a connu une croissance. Cependant par moment certaines éprouvent des difficultés de fonctionnement qui interrompent leurs activités. L'Etat n'accorde pas de subventions. La presse écrite éprouve des difficultés pour écouler sa parution : absence de réseau de distribution à l'intérieur du pays et faible nombre des lecteurs. Les recettes sont constituées beaucoup plus par les annonces des opérateurs économiques, des publi-reportages, des avis des marchés, etc. L'aide à la presse est plus ou moins symbolique.

Les principaux axes de la communication stratégique de la Délégation sont de présenter à la société tchadienne le rôle et les positions de l'Union européenne en tant qu'acteur mondial, en particulier autour de la stratégie Global Gateway implémentée par l'Equipe Europe et ses résultats, ainsi que d'expliquer son offre de partenariat pour le pays sur la base d'un dialogue interactif avec sa classe politique, sa société civile et la population. La stratégie proposée devrait être mise en œuvre au moyen d'un large éventail d'actions et de partenariats en matière de diplomatie publique répondant aux critères d'une approche participative et interactive et du respect du contexte politique et culturel du pays, privilégiant la promotion des valeurs démocratiques et des droits humains par le dialogue et la coexistence pacifique.

## 2.2 Analyse des problèmes

### **Brève analyse des problèmes:**

Le partenariat UE - Tchad est en pleine mutation avec le lancement du nouvel instrument (IVCDCI/Europe dans le monde) qui repose sur de nouvelles approches et méthodes de travail, et la volonté de travailler et de communiquer davantage en Équipe Europe. La période en cours nécessite donc de disposer de ressources supplémentaire pour, en amont, accompagner la réforme du partenariat et le lancement des interventions prévues pour 2021-2027 et en aval, améliorer la réception de nos interventions par une meilleure connaissance des valeurs et objectifs de l'Union européenne et des liens renforcés avec des publics cibles.

Tirant les leçons du passé, il reste pertinent et important de disposer d'une structure ad hoc pour soutenir le pilotage, la coordination, et l'appui d'aide à la décision aux principales parties prenantes (notamment le gouvernement et la Délégation de l'Union européenne). L'actuelle transition politique et instabilité institutionnelle répercute négativement sur la capacité de l'Ordonnateur national à gérer le portefeuille en gestion indirecte dans le cadre du FED. Néanmoins, la facilité de coopération a été formulée de manière à adapter sa mise en œuvre au niveau de partenariat possible avec le gouvernement du Tchad, en particulier pour le volet relatif au renforcement des capacités des autorités dans la coordination des actions du IVCDCI et la finalisation de la mise en œuvre et clôture efficace des projets et programmes du 1<sup>er</sup> FED en gestion indirecte.

À travers la Facilité de coopération, l'UE mobilisera de l'expertise pour la formulation et la mise en œuvre des actions prévues par le PIP, et appuiera le dialogue sur les politiques clefs pour une « Europe géopolitique » et facilitera l'approche et la coordination en Équipe Europe (TEI, EU Flagship, etc.) et le dialogue avec le gouvernement tchadien et les partenaires techniques et financiers (PTF). Cette facilité permettra de produire des études pour la compréhension des enjeux et des acteurs pour les secteurs d'activités du PIP, et d'assurer lorsque nécessaire l'intégration de l'égalité de genre, de l'approche fondée sur les droits humains et du changement climatique dans l'ensemble de nos interventions.

La relative stabilité politique a été bouleversée par des manifestations qui ont plongé le pays dans un contexte sécuritaire entravant les activités avec le grand public, durant une période. Le contexte politique et social est donc un facteur qui souvent contrarie l'organisation des activités prévues, empêchant certaines actions de communication.

La nature diversifiée de la société tchadienne nécessite d'adapter les différents types d'actions de communication au contexte linguistique et culturel local. En outre, l'offre d'expertise en communication dans le pays est plutôt limitée, obligeant l'identification des opérateurs dans les pays voisins, ex. Cameroun.

**Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:**

En général, les acteurs parties prenantes de cette action sont les acteurs étatiques (porteurs d'obligations), et en particulier les ministères sectoriels, le secteur privé et la société civile, les acteurs commerciaux, les autorités et associations locales, les organisations professionnelles.

Plus spécifiquement le Ministère de la Prospective Économique et Partenariats Internationaux (MPEPI) nommé coordonnateur du partenariat avec l'UE au niveau de la coopération au développement et avec qui l'Union européenne entretient une relation de longue date. Le MPEPI dispose en outre des capacités techniques nécessaires à l'animation du partenariat dans le domaine de la coopération au développement, ainsi qu'un dispositif d'appui à l'ordonnateur national active encore jusqu'à 2024 sous sa forme actuelle (Service FED / CASON).

Les autorités locales seront essentielles dans toutes les composantes de l'action en tant que partenaires potentiels de mise en œuvre, ainsi qu'en tant que cibles et bénéficiaires, afin d'appuyer directement ou indirectement le processus de décentralisation.

Les organisations de la société civile, au titre de partenaire de mise en œuvre, cible et bénéficiaire de nos actions.

Les acteurs du monde de la culture, des think tank, des médias et des influenceurs, avec une attention particulière sur la jeunesse (hommes et femmes), seront une cible importante.

Le secteur privé local est appelé à devenir un partenaire majeur de notre partenariat sous différents aspects : bénéficiaire de nos actions d'appui technique et partenaire de confiance dans le cadre de notre diplomatie publique.

Enfin, l'ensemble de la population tchadienne dans toute leur diversité, en tant que titulaires de droits, est la bénéficiaire finale de cette action.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est de renforcer le partenariat entre l'UE et le Tchad dans le cadre de la mise en œuvre du Programme indicatif multi-annuel 2021-2027 et du contexte post-Cotonou afin de contribuer à l'amélioration de l'efficacité et l'impact de l'aide, ainsi que des actions de communication et de diplomatie publique sur le rôle et la présence de l'UE dans le monde et au Tchad.

Le (Les) objectif(s) spécifique(s) de cette action sont:

1. Soutenir l'identification, la formulation, la mise en œuvre et le suivi des actions du partenariat UE-Tchad et de l'Équipe Europe y compris le renforcement de l'intégration transversale du genre.
2. Assurer la connaissance, la compréhension et la perception de l'action de l'UE et de la stratégie Global Gateway implémentée par l'Équipe Europe au Tchad par des opérations de communication stratégique, y compris des campagnes auprès du grand public, ainsi que de diplomatie publique.
3. Renforcer les capacités nationales, visant à faciliter la mise en œuvre de la coopération UE, et à soutenir les mécanismes de coordination de l'aide, dans une perspective de durabilité.

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants:

#### **Contributeur à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1)**

- 1.1 Les interventions financées par l'UE au Tchad sont identifiées, formulées et suivies (avec une approche genre et basée sur les droits humains) de manière coordonnée, adéquate et efficace dans le contexte Tchadien ;
- 1.2 Le dialogue politique et sectoriel est soutenu et alimenté et intègre les priorités stratégiques de l'Union européenne ;
- 1.3 Les partenaires européens sont impliqués dans la revue à mi-parcours et la possibilité de nouvelles actions conjointes « Équipe Europe » sont proposées pour la programmation 2024-2027.

1.4 Le processus du CLIP (GAP III) est soutenu et alimenté avec la collaboration des Etats Membres (EM) de l'UE et de la Suisse.

### **Contributeur à l'effet attendu 2 (ou objectif spécifique 2)**

- 2.1 Les interventions de développement et les priorités de notre partenariat dans le pays sont connues et perçues positivement ;
- 2.2 L'Union européenne et l'Equipe Europe sont identifiés parmi les principaux partenaires du Tchad ;
- 2.3 L'Union européenne est davantage visible en ligne et dans les médias traditionnels ;
- 2.4 L'Union européenne dispose d'un réseau de partenaires de confiance à travers la diplomatie publique dans les domaines de la culture, de la jeunesse, les droits humains l'égalité de genre, de l'éducation supérieure et des médias traditionnels et nouveaux.

### **Contributeur à l'effet attendu 3 (ou objectif spécifique 3)**

- 3.1 Les mécanismes de coordination de l'aide et du suivi de la mise en œuvre, ainsi que la clôture du FED sont renforcés (coordination UE - Gouvernement du Tchad et coordination UE - partenaires européens - partenaires techniques et financiers) ;
- 3.2 Les capacités des bénéficiaires – institutions publiques et société civile sont renforcés pour augmenter l'impact des programmes en cours ou en préparation ;
- 3.3 Les interventions de développement financées par l'UE dans le cadre du FED au Tchad, leur suivi/évaluation/audit et clôture sont assurées et facilitées.
- 3.4 Le dialogue politique, sectoriel et avec la société civile dans toute leur diversité est soutenu et alimenté.

## **3.2 Activités indicatives**

La liste de produits et activités est indicative et sera détaillée en fonction des besoins identifiés au cours de la mise en œuvre du PIM. Au vu de la nature transversale et multisectorielle de l'action, les activités listées ci-dessous sont liées à l'ensemble des produits attendus de la Facilité de Coopération:

### Activités liées aux produits 1.1 à 1.3

- Provision d'expertise à court et moyen terme pour faire des études (études et revues sectorielles, analyses de genre, de la société civile, sectorielles, enquêtes, audits etc.), contribuer aux différentes étapes du cycle des projets (identification, formulation, suivi/évaluation, comptabilité/audit si nécessaire) pour le IVCDCI - Europe dans le monde et autres programmes.
- Organisation de conférences, séminaires et formations sur des thèmes prioritaires de la politique de développement de l'UE et le Partenariat UE-Afrique (réformes économiques, démocratie, gouvernance, égalité de genre, approche fondée sur les droits humains, environnement, digitalisation, commerce, migration, résilience et nexus, etc.).
- Appui à la coordination de l'équipe Europe et/ou à la coordination du groupe des partenaires techniques et financiers (PTF) ; le processus du CLIP – GAP III ; activités liées à la coordination de l'Union européenne avec ses États membres et des partenaires techniques et financiers dans le cadre de la mise en œuvre des initiatives « Equipe Europe » (IEE) et/ou d'une potentielle programmation conjointe.
- Réalisation d'études et publication.

### Activités liées aux produits 2.1 à 2.4

- Mobilisation d'experts à court et moyen termes pour l'assistance technique dans le cadre de la communication stratégique et diplomatie publique.
- Activités de communication stratégique, y compris de campagnes visant le grand public, sur i) les politiques et priorités clés via des campagnes opportunes et des initiatives de communication stratégique; ii) le renforcement des relations bilatérales/multilatérales en s'engageant sur le long terme avec des publics et des partenaires clés pour instaurer la confiance, favoriser les contacts interpersonnels, développer et mobiliser des réseaux via des actions de diplomatie publique.

- Établir des partenariats solides avec les médias traditionnels et nouveaux en s'appuyant sur les médias les plus influents du pays.
- Organisation d'évènements pour la promotion du dialogue politique et sectoriel dans les domaines de la coopération entre l'UE et le Tchad. Participation des parties prenantes-clés (gouvernement et acteurs non étatiques) à des évènements du même genre sur des sujets d'intérêts commun.
- Promotion d'une diplomatie culturelle à travers un appui à des espaces de rencontre culturels, à l'organisation d'activités de promotion d'échanges culturels à haute visibilité auprès de la jeunesse et des femmes (telles qu'un festival du cinéma, musique / slam / dance / théâtre...) ainsi qu'à des actions de valorisation du patrimoine nationale visant à renforcer la cohésion sociale à N'Djamena et les villes secondaires, en partenariat avec l'Institut Français et les éventuelles initiatives des États membres UE.

Les activités de communication cibleront la population au sens large en incluant des contenus traduits dans différentes langues locales pour toucher au mieux le public et maximiser la circulation et la compréhension des messages clés.

Activités liées aux produits 3.1 à 3.2

- Activités de renforcement des capacités institutionnelles et de fonctionnement du MPEPI en lui permettant d'assumer pleinement son rôle de maître d'ouvrage, par le pilotage stratégique, opérationnel et financier, en étroite collaboration avec les ministères techniques maîtres d'œuvre et suivi du IVCDI - Europe dans le monde.
- Activités visant à renforcer les capacités opérationnelles et du personnel, de manière durable, du dispositif institutionnel nationale de suivi/évaluation du post-Cotonou (Service FED / CASON), pour une finalisation de la mise en œuvre et clôture efficace des projets et programmes en gestion indirecte (FED).
- Revue mensuelle et trimestrielle de suivi des projets et programmes nationaux ; revue des portefeuilles du 11ème FED.
- Mobilisation d'experts à court et moyen termes pour l'assistance technique en appui au MPEPI pour la coordination, le suivi-évaluation, les finances/contrats et la formation de la société civile.

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

La Facilité de coopération pourrait financer des études d'impact environnemental, en fonction des besoins de la mise en œuvre de la coopération de l'UE-Tchad. Par ailleurs, chaque action qui sera financée sous cette Facilité de coopération peut faire si nécessaire, l'objet d'une évaluation d'impact environnemental ou de risque climatique.

#### **Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES)**

L'examen EES a conclu qu'aucune autre action n'était requise.

#### **Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)**

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie B (ne nécessitant pas d'EIE, mais pour laquelle les aspects environnementaux seront pris en compte au cours de la conception).

#### **Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC)**

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est risquée faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que qu'à travers les études d'identification et formulation il sera mis un accent particulier sur l'intégration de la dimension genre dans les actions à financer sous le PIM Tchad. La dimension communication contribuera à faire la promotion de l'égalité des genres, la scolarisation des filles, l'emploi des jeunes (femmes et hommes), les droits des femmes, ainsi que la lutte contre

toute les formes de violence de genre, Mutilations Génitales Féminines, les mariages précoces et les grossesses précoces.

---

### **Droits humains**

L'action s'appuie sur l'approche basée sur les droits humains qui inclut le respect des principes : appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous ; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel ; non-discrimination et égalité ; obligation de redevabilité et état de droit pour toutes et tous ; transparence et accès à des informations.

De manière générale, la mauvaise gouvernance figure parmi les principales racines de la faiblesse de l'État de droit, faiblesse qui est elle-même la principale cause des manquements aux droits humains – en particulier des plus vulnérables (femmes, autochtones, enfants, déplacés etc.).

De manière complémentaire, les efforts de communication stratégique et de diplomatie publique viseront notamment à accroître la sensibilité aux problématiques de l'État de droit, de démocratie et des droits humains auprès de la population et des groupes cibles. Ils viseront également à apporter un soutien aux défenseurs des droits et à tout acteur impliqués dans ces sujets, y compris les journalistes.

---

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. S'agissant d'une mesure de support à la mise en œuvre du partenariat EU – Tchad, des études et des expertises pourraient être mobilisées afin d'améliorer la prise en compte des personnes souffrant d'handicaps dans les projets de développement et plus généralement dans l'action européenne au Tchad ainsi que l'accessibilité aux réunions et événements.

---

### **Réduction des inégalités**

La réduction des inégalités n'est pas un objectif direct de cette action.

---

### **Démocratie**

La promotion de la démocratie n'est pas un objectif direct de cette action. Toutefois, l'ensemble des activités, en particulier la communication et la diplomatie publique, viseront à promouvoir les valeurs de l'Union européenne à commencer par la démocratie. Des études et des expertises pourraient être mobilisées en matière de processus démocratique et participation citoyenne afin d'améliorer la prise en compte de ces aspects dans les projets de développement et plus généralement dans l'action européenne au Tchad.

---

### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

La prévention des conflits et la promotion de la paix ne sont pas des objectifs directement visés par cette action. Cependant, s'agissant d'une mesure de support à la mise en œuvre du partenariat EU – Tchad, des études et des expertises pourraient être mobilisées en matière de prévention de conflits et de promotion de la résilience des populations afin d'améliorer la prise en compte de ces aspects dans les projets de développement et plus généralement dans l'action européenne au Tchad. Indirectement, les efforts de communication et de diplomatie publique viseront à promouvoir une culture de tolérance et renforcer la cohésion sociale, notamment à travers les actions culturelles.

---

### **Réduction des risques de catastrophes**

La réduction des risques de catastrophe n'est pas un objectif directement visé par cette action. Cependant, s'agissant d'une mesure de support à la mise en œuvre du partenariat EU – Tchad des études et des expertises pourraient être mobilisées, ainsi que la prise en compte des activités mises en œuvre par d'autres acteurs de façon

régulière (ex. ECHO), en matière de réduction des risques de catastrophes afin d'améliorer la prise en compte de cet aspect dans les projets de développement et plus généralement dans l'action européenne au Tchad.

**Autres considérations, le cas échéant**

s.o.

### 3.4 Risques et enseignements tirés

<b>Catégorie</b>	<b>Risques</b>	<b>Probabilité</b> (élevée/ moyenne/ faible)	<b>Impact</b> (élevé/ moyen/ faible)	<b>Mesures d'atténuation</b>
1 Environnement Externe	Déstabilisation pendant la deuxième phase de transition politique.	<b>Moyenne</b>	<b>Élevé</b>	Accompagnement du processus de transition en étroite collaboration avec les EM et l'Union africaine, tout en assurant un suivi étroit des engagements pris.  Consolidation d'un dialogue politique structuré et régulier auprès le gouvernement.  Identification des mesures de mitigation spécifiques pour les interventions dans les zones fragiles.
2. Partenaires	Manque d'efficience du nouveau dispositif national d'appui à la coopération UE-Tchad par rapport aux exigences du IVDCI-Europe dans le monde.	<b>Moyenne</b>	<b>Moyen</b>	Tenir régulièrement les réunions de coopération, du dialogue politique et des politiques. Appui ciblé au dispositif d'appui à la coopération pour le développement des capacités. Les actions de diplomatie publique et les actions sur d'autres programmes en appui à la société civile visent à soutenir des plateformes multiples de dialogue, y compris avec les autorités publiques.
2. Partenaires	Cadre Post-Cotonou résulte en une structure de coordination sans les prérogatives nécessaires pour conduire ses tâches efficacement.	<b>Moyenne</b>	<b>Moyen</b>	Dialogue politique avec le gouvernement doit permettre de clarifier la mandat et l'ancrage d'un dispositif d'appui et de coordination au nouveau contexte Post Cotonou.
1 Environnement Externe	Difficulté à identifier et à mobiliser l'expertise adéquat.	<b>Moyenne</b>	<b>Moyen</b>	L'UE a développé ces dernières années un réseau d'experts de confiance familier du contexte tchadien. Des missions à distance pourront être organisées si le contexte sécuritaire l'impose. Idem pour le secteur de la Communication : l'UE a développé un réseau de

				partenaires qui devrait permettre de résoudre le problème de capacités limitées.
2. Ressources humaines et organisation	Procédures de contractualisation trop longues par rapport aux besoins.	<b>Faible</b>	<b>Moyen</b>	Planification suffisamment en amont des besoins en ressources et recours aux procédures flexibles permises par la déclaration de crise.
2. Ressources humaines et organisation	Difficulté à engager et maintenir une relation durable avec les organisations et réseaux identifiés pour la diplomatie publique.	<b>Faible</b>	<b>Moyen</b>	Les activités de diplomatie publique reposent sur l'enquête de perception et seront adaptées en fonction des évolutions des partenariats et du contexte Approche en Team Europe, permettant de capitaliser également sur les réseaux développés par les Etats membres.
3 Planification, processus, systèmes	Instabilité institutionnelle au niveau central.	<b>Moyenne</b>	<b>Élevé</b>	Renforcement des capacités opérationnelles et techniques à niveau central.

#### **Enseignements tirés:**

Ce projet s'inscrit dans la continuité des Facilités de coopération technique financées précédemment dans le cadre des 9ème, 10ème et 11ème FED au Tchad. Ces dernières ont permis de fournir rapidement l'expertise nécessaire à l'appui aux politiques, aux études sectorielles de base, à l'instruction, au suivi/évaluation/contrôle et à la capitalisation des interventions de développement. Elles ont également permis le financement de formations critiques pour la gestion du cycle de projet, ainsi que des actions en faveur de la visibilité de l'aide communautaire intersectorielles.

L'historique d'utilisation des FCT et les budgets importants démontrent l'utilité qu'elles ont eue. Elles démontrent également l'ampleur des besoins et la difficulté à identifier ces besoins plusieurs années à l'avance et donc l'utilité du caractère flexible de cet outil.

Il est important aujourd'hui, à travers cette Facilité de coopération, de pouvoir amener rapidement un appui de nature variée, flexible, complémentaire des appuis de l'UE et autres partenaires technico financiers (PTF), et ainsi contribuer à des processus et réformes en cours particulièrement pertinents pour l'aide de l'Union européenne et le développement du Tchad. Des besoins en matière de sensibilisation aux politiques de l'UE sont également identifiés.

En ce qui concerne la communication stratégique, la présente action expérimentera une approche centralisée de la communication, basée sur une stratégie pour l'ensemble de la Délégation, en rupture avec la fragmentation des enveloppes de communication par projets qui s'est montré relativement inefficace.

Dans le passé, une partie de ces activités était dévolue à la partie nationale à travers les Devis-Programmes. L'appui au dispositif d'appui à l'ordonnateur national du FED, soit la Consolidation des Acquis des Services de l'Ordonnateur National au Tchad (CASON), et notamment le travail de facilitation et de coordination interministérielle, entre autres a été important.

Le travail de visibilité et communication assumée par les partenaires de mise en œuvre devra graduellement être repris en mains et intégré de manière plus cohérente et stratégique dans le plan stratégique de communication et de diplomatie publique élaborée par la Délégation et mise en œuvre par un prestataire de services contracté par l'UE.

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est de soutenir de manière horizontale le partenariat UE – Tchad.

La Facilité de Coopération vise à couvrir les besoins connus et/ou prévisibles en expertise, comme par exemple pour l'instruction des projets. Elle permet également de financer rapidement et de façon flexible des actions de coopération limitées en envergure et dans le temps. Ceci est particulièrement utile, notamment pour appuyer des processus et réformes politiques importants pour la coopération entre le Tchad et l'UE, mener des actions de formation et de renforcement de capacités et permettre à des acteurs nationaux de participer à des forums d'intérêt commun pour la coopération UE-Tchad.

SI les ressources et les capacités requises pour la mise en œuvre des activités de soutien décrites dans le cadre de cette action sont disponibles et bien utilisées, ALORS, la mise en œuvre du PIM sera facilitée et l'UE sera mieux équipée pour renforcer son rôle stratégique et politique en tant que partenaire clé du Tchad.

SI l'UE augmente sa visibilité et son importance stratégique globale dans le cadre du partenariat UE -Tchad et en supposant que le gouvernement tchadien continue de s'approprier des interventions soutenues par l'UE, ALORS l'UE sera en mesure de maintenir et accroître son influence auprès du Tchad et de la communauté des partenaires de développement, d'accroître sa crédibilité dans l'identification de solutions politiques aux problématiques de développement du Tchad et d'augmenter l'acceptabilité et l'efficacité de ses interventions.

Si l'UE, grâce à cette action, peut accroître son influence, mieux s'engager auprès de la société civile inclus les organisations de femmes et défenseurs des droits humains et devenir plus visible, et tant qu'il n'y a pas de facteurs externes majeurs affectant la mise en œuvre des activités prévues (instabilité politique/sécuritaire et/ou socioéconomique), ALORS l'action atteindra l'impact souhaité, soit l'efficacité de l'aide européenne, y inclus les TEI, le CLIP -GAP III, la diplomatie publique et le dialogue politique seront renforcés et contribuera à accroître le respect des droits humains et l'égalité de genre en promouvant l'État de droit.

C'est PARCE QUE les acteurs extérieurs à l'UE et partenaires ont été dûment impliqués, mobilisés, sensibilisés et informés pour assurer la correcte appropriation des programmes et promouvoir l'influence de l'UE, que la mise en œuvre et la durabilité des programmes sont assurées et que le rayonnement de l'UE est promu durablement.

### 3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

MODALITÉ DE PROJET (3 niveaux de résultats / indicateurs / source de données / hypothèses – pas d’activités)

Résultats	Chaîne des résultats (e): Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (e): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
<b>Impact</b>	Renforcer le partenariat entre l’UE et le Tchad dans le cadre de la mise en œuvre du Programme indicatif multi-annuel 2021-2027 et du contexte post-Cotonou afin de contribuer à l’amélioration de l’efficacité et l’impact de l’aide, ainsi que des actions de communication et de diplomatie publique sur le rôle et la présence de l’UE dans le monde et au Tchad.	<p>1. Taux d’exécution du PIM, période 2021-2024 au moment de la revue à mi-parcours</p> <p>2. Taux d’exécution du PIM, période 2025-2027 suite à la revue à mi-parcours</p> <p>3. Nombre d’initiatives financées par l’UE soutenant la mise en œuvre de réformes politiques, économiques et sociales.</p> <p>4. Appréciation générale du partenariat</p>	<p>1. 60%</p> <p>2. 0%</p> <p>3. 0</p> <p>4. Voir rapport de progrès 2021</p>	<p>1. 100%</p> <p>2. 100%</p> <p>3. à définir</p> <p>4. Voir rapport de progrès 2021</p>	<p>1 Rapport EAMR</p> <p>2. Rapports internes</p> <p>3. Rapport de progrès INTPA</p> <p>4. Revue à mi-parcours</p>	<i>Non applicable</i>
<b>Réalisation 1</b>	L’identification, la formulation, la mise en œuvre et le suivi des actions du partenariat UE-Tchad et de l’Équipe Europe est soutenu (y inclus la transversalisations du genre et droits humains.	<p>1.1 Taux d’exécution des programmes financés par l’UE</p> <p>1.2. Taux d’engagement des fonds UE disponibles</p> <p>1.3 Nombre et % de nouvelles actions sensibles au genre/ciblées (G1+G2) identifiées et formulées (GAP III)</p> <p>Nombre d’analyse genre réalisé (GAP III)</p>	<p>1.1 100%</p> <p>1.2. 100%</p>	<p>1.1 100%</p> <p>1.2 100%</p>	<p>1. Rapport de suivi du PIM IVCDI</p> <p>2. Rapport de monitoring et d’évaluation des projets.</p> <p>3. Rapport d’exécution des contrats de service et de subvention</p> <p>4. EAMR.</p>	Les acteurs étatiques et non étatiques gardent la volonté de participer de façon constructive et substantielle à la coopération.

<b>Réalisation 2</b>	La connaissance, la compréhension et la perception de l'action de l'UE et de la stratégie Global Gateway implémentée par l'Équipe Europe au Tchad est assurée par des opérations de communication stratégique, ainsi que de diplomatie publique.	<p>2.1 Connaissance et soutien parmi le public cible tels que mesuré par une enquête de perception</p> <p>2.2 nombre de groupes ciblés ;</p> <p>2.3 associations représentatives de la société tchadienne qui participent aux actions de communication ventilé par type (e. i : droits de femmes, droits humains, etc.);</p> <p>2.4 nombre de campagnes de sensibilisation et visibilité décentralisé.</p> <p>2.5 Collecte de données sur le paysage numérique des réseaux sociaux tchadiens internes/externes</p>	<p>2.1 pourcentage d'opinions positives - à définir</p> <p>2.2 à définir</p> <p>2.3 à définir</p> <p>2.4 à définir</p> <p>2.5 à définir</p>	<p>2.1 à définir</p> <p>2.2 à définir</p> <p>2.3 à définir</p> <p>2.4 à définir</p> <p>2.5 à définir</p>	<p>1 Enquête de perception</p> <p>2 Rapport annuel sur la communication stratégique et la diplomatie publique</p>	La situation politique, sécuritaires et socioéconomique reste stable.
<b>Réalisation 3</b>	Les capacités nationales, visant à faciliter la mise en oeuvre de la coopération UE, et à soutenir les mécanismes de coordination de l'aide sont renforcées dans une perspective de durabilité.	<p>3.1 Taux d'exécution des programmes financés par l'UE (IVDCI)</p> <p>3.2 Nombre de contrats FED en gestion indirecte avec le pays partenaire</p> <p>3.3 Nombre de réunions / ateliers de coordination / coopération entre la DUE et le MPEPI (% sur le CLIP/égalité de genre)</p>	<p>3.1 100%</p> <p>3.2 148</p> <p>3.3 2 par année</p>	<p>3.1 100%</p> <p>3.2 0</p> <p>3.3 au moins 4 par année</p>	<p>1. Rapport de suivi du PIM IVDCI</p> <p>2 Rapport EAMR</p> <p>3. Rapport de progrès INTPA</p>	Les acteurs étatiques gardent la volonté de participer de façon constructive et substantielle à la coopération.
<b>Produit 1 lié à la réalisation 1</b>	1.1 Les interventions financées par l'UE au Tchad sont identifiées, formulées et suivies de manière coordonnée, adéquate et efficace dans le contexte Tchadien	<p>1.1.1 % d'engagement du PIM avant la Revue à mi-parcours</p> <p>1.1.2 % d'engagement du PIM après la Revue à mi-parcours</p>	<p>1.1.1 60%</p> <p>1.1.2 à définir</p>	<p>1.1.1 85%</p> <p>1.1.2 100%</p>	<p>1 Revue à mi-parcours</p> <p>2 Plan d'Action Annuel</p> <p>3 Fiche Action</p>	Les acteurs étatiques gardent la volonté de participer de façon
<b>Produit 2 lié à la réalisation 1</b>	1.2 Le dialogue politique et sectoriel est soutenu et alimenté et intègrent les priorités stratégiques de l'Union européenne	1.2.1 Nombre de groupes de travail se réunissant régulièrement (% sur le CLIP/égalité de genre)	<p>1.2.1 à définir</p> <p>1.2.2 à définir</p>	<p>1.2.1 à définir</p> <p>1.2.2 à définir</p>	1 Comptes rendus des réunions	Les acteurs étatiques gardent la volonté de participer de façon

		1.2.2			2 Feuilles de présences de réunion	constructive et substantielle à la coopération.
<b>Produit 3 lié à la réalisation 1</b>	1.3 Les partenaires européens sont impliqués dans la revue à mi-parcours et la possibilité de nouvelles actions conjointes « équipe europe » sont proposée pour la programmation 2024-2027.	1.3.1 Nombre de réunion de groupe de travail Equipe Europe présidé et organisé par un Etat membre  1.3.2 Réunion ad hoc en 2024 sur la revue à mi-parcours et la possibilité de nouvelles actions conjointes  1.3.3 Nombre d'analyse genre réalisé	1.3.1 à définir  1.3.2 à définir  1.3.3 à définir	1.3.1 à définir  1.3.2 à définir  1.3.3 à définir	1. Comptes rendus des réunions  2 Feuilles de présences de réunion  Analyse genre	
<b>Produit 1 lié à la réalisation 2</b>	2.1 Les interventions de développement et les priorités de l'UE dans le pays sont connues et perçues positivement	2.1.1 Augmentation de la part de répondants jugeant l'action de l'UE positive ou très positive  2.1.2	2.1.1 à définir  2.1.2 à définir	2.1.1 à définir  2.1.2 à définir	1 Enquête de perception	La situation politique, sécuritaires et socioéconomique reste stable.
<b>Produit 2 lié à la réalisation 2</b>	2.2 L'Union européenne et l'Equipe Europe sont identifiés parmi les principaux partenaires du Tchad	2.2.1 Nombre de répondant de l'enquête de perception citant spontanément l'UE comme partenaire clé du Tchad ventilé par sexe et tranche d'âge  2.2.2	2.2.1 à définir  2.2.2 à définir	2.2.1 à définir  2.2.2 à définir	1 Enquête de perception	
<b>Produit 3 lié à la réalisation 2</b>	2.3 L'Union européenne est davantage visible en ligne et dans les médias traditionnels	2.3.1 Nombre d'abonnés Facebook, Twitter et Instagram ventilé par sexe et tranche d'âge  2.3.2 Nombre de publications par mois  2.3.3 Taux d'engagement par publication	2.3.1 à définir  2.3.2 à définir  2.3.3 à définir	2.3.1 à définir  2.3.2 à définir  2.3.3 à définir	1 Données statistiques en ligne	
<b>Produit 4 lié à la réalisation 2</b>	2.4 L'Union européenne dispose d'un réseau de partenaires de confiance à travers la diplomatie publique dans les domaines de l'économie, de la recherche, de la culture, de la jeunesse, l'égalité de genre, de l'éducation supérieure et des médias traditionnels et nouveaux.	2.4.1 Des événements de sensibilisation sont organisés avec les universités et établissements d'enseignement supérieur  2.4.2. Des événements promouvant les échanges culturels co-organisés par la DUE en partenariats avec les instituts culturels européens	2.4.1 à définir  2.4.2 à définir	2.4.1 à définir  2.4.2 à définir		

<b>Produit 1</b> <b>lié à la réalisation 3</b>	3.1 Les mécanismes de coordination de l'aide et du suivi de la mise en œuvre et clôture du 11e FED sont renforcés (coordination UE - Gouvernement du Tchad et coordination UE - partenaires européens - partenaires techniques et financiers)	3.1.1 Nombre de groupes de travail se réunissant régulièrement 3.1.2 Nombre de réunion de coordination technique DUE-MPEPI 3.1.3 Pourcentage de contrats FED clôturés par rapport au KPI annuel	3.1.1 à définir 3.1.2 à définir 3.1.3 à définir	3.1.1 à définir 3.1.2 minimum de 4 réunions par ans 3.1.3 100%	1 Comptes rendus des réunions 2 Feuilles de présences de réunions 3 KPI Dashboard	substantielle à la coopération.
<b>Produit 2</b> <b>lié à la réalisation 3</b>	3.2 Les capacités des bénéficiaires – institutions publiques et société civile sont renforcés pour augmenter l'impact des programmes en cours ou en préparation	3.2.1 Pourcentage de contrats FED en gestion indirecte e clôturés 3.2.2 Nombre de formations relatives à la gestion contractuelle et financière (inclus l'approche basée sur les droits humains et genre) pour les fonctionnaires du ministère (MPEPI et CASON) 3.2.3 Nombre de formations dans la gestion du cycle de projet, approche fondée sur les droits humains et genre pour les partenaires de mise en œuvre	3.2.1 à définir 3.2.2. à définir	3.2.1 à définir 3.2.2 à définir	1 Rapports annuelles du dispositif SFED 2 KPI contrats clôturés 3 Rapports d'activités de formation 4 Feuilles de présences de formation	
<b>Produit 3</b> <b>lié à la réalisation 3</b>	3.3 Les interventions de développement financées par l'UE dans le cadre du FED au Tchad, leur suivi/évaluation/audit et clôture sont assurées et facilitées	3.3.1 Nombre de contrats en cours 3.3.2 Pourcentage de contrats FED clôturés par rapport au KPI annuel	3.3.1 à définir 3.3.2 à définir	3.3.1 nr 0 3.3.2 100%	1. Rapports annuelles du dispositif SFED 2. KPI Dashboard	
<b>Produit 3</b> <b>lié à la réalisation 3</b>	3.4 Le dialogue politique, sectoriel et avec la société civile est soutenu et alimenté	3.4.1 Nombre de groupes de travail se réunissant régulièrement ventilé par sujet de discussion et types d'organisation	3.4.1 à définir	3.4.1 à définir (Minimum un dialogue politique sur l'égalité de genre	1 Comptes rendus des réunions 2 Feuilles de présences de réunion	

## 4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République du Tchad.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **84 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

s.o.

### 4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>2</sup>.

#### 4.4.1 Gestion directe (subventions)

##### **Subventions (gestion directe):**

##### **a) Objet de la (des) subvention(s)**

L'objectif spécifique que cette subvention contribuera à atteindre est : OS3 Renforcer les capacités nationales, visant à faciliter la mise en œuvre de la coopération UE, et à soutenir les mécanismes de coordination de l'aide, dans une perspective de durabilité.

Résultats escomptés: elle contribuera aux suivants produits : (i) produit 3.1 « Les mécanismes de coordination de l'aide et du suivi de la mise en œuvre et clôture du 11e FED sont renforcés »; (ii) produit 3.2 « Les capacités des bénéficiaires – institutions publiques et société civile sont renforcés pour augmenter l'impact des programmes en cours ou en préparation »; et (iii) produit 3.3 « Les interventions de développement financées par l'UE dans le cadre du FED au Tchad, leur suivi/évaluation/audit et clôture sont assurées et facilitées ».

##### **b) Justification d'une subvention directe**

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions au dispositif d'appui en charge pour le suivi opérationnel du FED en gestion indirecte dans le cadre de la coopération de l'UE au Tchad.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié par le fait que le dispositif d'appui dans le cadre de la coopération de l'UE au Tchad au sein du Ministère de la Prospective Économique et des Partenariats Internationaux est dans une situation de monopole de droit pour la facilitation, le suivi de la mise en œuvre du 11ème FED, l'évaluation et la clôture, conformément à l'article 195.c du règlement financier.

<sup>2</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

Par ailleurs, au cas où les négociations pour la signature de la subvention avec le gouvernement échouent, la délégation envisage par conséquent que la subvention soit remplacée par un marché de services pour une assistance technique externe afin d'aider le ministère à suivre exclusivement la mise en œuvre, l'évaluation, les audits et la clôture de tous les contrats actuellement en cours et en gestion indirecte au sein du FED.

#### 4.4.2 Gestion directe (marchés publics)

Plusieurs passations de marchés sont prévues pour répondre à l'objectif global de renforcer le partenariat entre l'UE et le Tchad dans le cadre de la mise en œuvre du Programme indicatif multi-annuel 2021-2027 et du contexte post-Cotonou afin de contribuer à l'amélioration de l'efficacité et l'impact de l'aide, ainsi que des actions de communication et de diplomatie publique sur le rôle et la présence de l'UE dans le monde et au Tchad.

Concernant l'OS 1, il s'agira de passations de marchés afin : (i) de mobiliser des assistants techniques / experts en appui aux activités de coopération et de partenariat ; ii) de réaliser des études ; (iii) de recruter un prestataire pour la réalisation de rencontres, séminaires et formations.

Concernant l'OS 2 il s'agira de recruter des prestataires en charge de communication et diplomatie publique horizontales.

Les prestataires en charge de la visibilité auront une expérience et une connaissance des règles de visibilité de l'UE ainsi que des pratiques de marché destinées à assurer une visibilité de qualité sur l'ensemble des actions menées par l'UE.

Dans le cadre du OS2 un appel d'offre avec clause suspensive avant l'adoption de la présente décision de financement pourrait s'avérer nécessaire. Cet appel sera lancé en octobre / novembre 2023 sous une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision. La clause suspensive est justifiée en raison du besoin urgent de mobiliser des fonds de communication pour la communication stratégique et la diplomatie publique de la délégation ainsi que pour la visibilité des actions qui sont actuellement mises en œuvre dans le cadre IVDCI (PIM 2021-2027).

#### 4.4.3 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action ayant pour objectif spécifique 3 (OS3) le renforcement des capacités nationales, visant à faciliter la mise en œuvre de la coopération UE, et à soutenir les mécanismes de coordination de l'aide dans une perspective de durabilité, peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République du Tchad conformément aux modalités suivantes :

Le pays partenaire agira en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procédera à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marché et d'octroi de subventions.

La contribution financière ne couvre pas les frais de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.

Les paiements sont exécutés par la Commission.

Le pays partenaire applique les règles de la Commission en matière de passation de marchés et d'octroi de subventions. Ces règles seront fixées dans la convention de financement qui sera conclue avec le pays partenaire.

##### a) Vue d'ensemble de la mise en œuvre

Activité/objectif/produit, y compris le lieu	Type de financement (marché de travaux, de fournitures ou de services, subvention, devis-programme)
--	---

Assistance Technique, (Produits 3.1, 3.2, 3.3)	Marchés de services	
--	---------------------	--

#### 4.4.4 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Les marchés de services prévus en gestion indirecte avec la République du Tchad peuvent passer en gestion directe au cas où la modalité privilégiée initialement ne pourrait pas être mise en œuvre en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission.

Dans ce cas, la partie de la présente action ayant pour objectif le renforcement des capacités nationales, visant à faciliter la mise en œuvre de la coopération UE, et à soutenir les mécanismes de coordination de l'aide pourrait être mise en œuvre en gestion directe sous forme de passation de marchés conformément aux modalités suivantes :

Objet	Type indicatif (travaux, fournitures, services)	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance Technique, Séminaires, formations(Produits 3.1, 3.2, 3.3)	Marchés de services	Tout au long de la période de mise en oeuvre

#### 4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable, sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDCI – Europe dans le monde).

#### 4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives <sup>3</sup>	Contribution de l'Union (montant en EUR)	Contribution de tiers, dans la devise indiquée
<b>Modalités de mise en œuvre</b> – voir section 4.4		
<b>Objectif Spécifique 1</b> composé de soutenir l'identification, la formulation, la mise en œuvre et le suivi des actions du partenariat UE-Tchad et de l'Équipe Europe	1 500 000	s.o.
Marchés publics (gestion directe) – voir section 4.4.2	1 500 000	s.o.

<sup>3</sup>.

<b>Objectif Spécifique 2</b> composé d'assurer la connaissance , la compréhension et la perception de l'action de l'UE et de la stratégie Global Gateway implémentée par l'Équipe Europe au Tchad par des opérations de communication stratégique, ainsi que de diplomatie publique et économique	1 500 000	s.o.
Marchés publics (gestion directe) – voir section 4.4.2	1 500 000	s.o.
<b>Objectif Spécifique 3</b> composé de renforcer les capacités nationales, visant à faciliter la mise en œuvre de la coopération UE, et à soutenir les mécanismes de coordination de l'aide dans une perspective de durabilité	3 000 000	s.o.
Subventions (gestion directe) – voir section 4.4.1	2 000 000	s.o.
Gestion indirecte avec la République du Tchad – voir section 4.4.3	1 000 000	s.o.
<b>Subventions</b> – enveloppe totale de la section 4.4.1	2 000 000	
<b>Marchés publics</b> (gestion directe) – enveloppe totale 4.2	3 000 000	
<b>Évaluation</b> – voir section 5.2 <b>Audit</b> – voir section 5.3	50 000	s.o.
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>	450 000	s.o.
<b>Totaux</b>	<b>6 500 000</b>	s.o.

#### 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

La Délégation de l'UE est l'autorité contractante pour la mise en œuvre de cette action. Un suivi étroit et régulier de cette action sera assuré par la section coopération de la Délégation. Des structures organisationnelles spécifiques pourront être mises en place au niveau de chaque contrat.

Pour la partie en gestion indirecte le pouvoir adjudicateur est la Commission européenne. L'Etat du Tchad est le maître d'ouvrage du programme. Les réunions de coopération, qui se tiennent tous les deux mois, entre la délégation de l'UE et le Ministère de la Prospective Économique et des Partenariats Internationaux permettront de suivre l'évolution de la subvention pour le suivi du portefeuille FED et de l'assistance technique.

L'assistance technique recruté par le biais des marchés de services prévus dans l'action vise à assurer un appui à la mise en œuvre de l'action en coordination avec le Tchad et la Délégation de l'UE afin de permettre une appropriation des actions adéquat des actions futurs ainsi que assurer un suivi rapproché du portefeuille contractuel actuel

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

## 5 MESURE DES PERFORMANCES

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes)

mesurés par les indicateurs désagrèges (minimum sexe et âge pour les indicateurs personnes) correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique, les indicateurs du cadre de référence UE, des ODD de l'Agenda 2030 et du GAP III (2021 -2025). La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Les partenaires de mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et constatations émanant des rapports d'analyse et de suivi et décident conjointement des actions de suivi à entreprendre et des ajustements nécessaires avant l'approbation des rapports finaux. Les rapports pertinents doivent être régulièrement partagés avec le pays partenaire et les autres parties prenantes clés.

## 5.2 Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une/des évaluation(s) ne sera(ont) pas effectuée(s) pour la présente action, ou une de ses composantes.

Dans le cas où une évaluation n'est pas envisagée, la Commission au cours de la mise en œuvre, peut décider de procéder à une évaluation pour des raisons dûment justifiées, soit de son propre chef soit à l'initiative du partenaire.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations<sup>4</sup>. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et le cas échéant, décideront d'un commun accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptations nécessaires.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation peuvent être conclus au titre d'un contrat-cadre.

## 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

# 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement,

<sup>4</sup> Voir les [bonnes pratiques en matière de communication des évaluations](#).

permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

La Délégation a proposé un plan pour la communication stratégique et la diplomatie publique pour 2023-2024 résumé ci-après.

Les principaux axes de la communication stratégique de la Délégation sont de présenter à la société tchadienne le rôle et les positions de l'Union européenne en tant qu'acteur mondial et d'expliquer son offre de partenariat pour le pays sur la base d'un dialogue interactif avec sa classe politique, sa société civile et la population. La stratégie proposée devrait être mise en œuvre au moyen d'un large éventail d'actions et de partenariats en matière de diplomatie publique répondant aux critères d'une approche participative et interactive et du respect du contexte politique et culturel du pays, privilégiant la promotion des valeurs démocratiques et des droits humains par le dialogue et la coexistence pacifique.

Plus précisément, la stratégie actuelle vise à promouvoir:

- Les valeurs fondamentales de l'Union européenne (démocratie, droits humains, État de droit, libertés fondamentales, multilatéralisme), y compris la prise en compte de l'importance du dialogue avec les acteurs politiques du pays, ses institutions clés, les partenariats avec l'ensemble du paysage de la société civile et les mouvements de jeunesse, ainsi qu'avec ses médias d'information et de presse.
- La valeur ajoutée de l'Union européenne, de ses États membres et l'ensemble des institutions UE (le 'Team Europe') et son offre particulière en tant que partenaire stratégique de choix pour l'Union Africaine et le Tchad dans la paix, la stabilité, le développement socio-économique inclusif et durable du pays ('Global Gateway' et ses différentes dimensions, coopération thématique pour la promotion de l'inclusion sociale, économique et politique, la promotion de l'économie verte, la coopération culturelle, la coopération en matière de réforme du secteur de la sécurité, la réhabilitation post-COVID, l'aide humanitaire) et les défis mondiaux émergents (santé publique, changement climatique).

À présente, la Délégation tient compte des circonstances particulières du processus de transition en cours, y inclus des attentes de la population quant au rôle de la communauté internationale, s'agissant de la défense des principes démocratiques, des droits humains et des libertés fondamentales, de la promotion de la médiation, de la réconciliation nationale et du retour en temps opportun à l'ordre constitutionnel.

Les jeunes et les femmes seront les groupes cibles prioritaires, tandis qu'une attention particulière sera accordée à la sensibilisation aux droits des handicapés. La stratégie de communication reconnaît le rôle croissant des médias sociaux dans la formation de l'opinion publique ainsi que l'importance d'une modération efficace contre les discours de haine et l'extrémisme. La promotion de la sensibilisation sur les nouvelles initiatives phares, i.e. Global Gateway, sera également incluse. Des efforts seront également investis dans l'identification d'approches appropriées dans le contexte culturel du Tchad pour transmettre des messages concernant la défense des communautés LGBT.

Compte tenu de la présence d'un nombre considérable de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, le financement d'activités de communication appropriées en leur faveur en partenariat avec ECHO serait examiné. En outre, la stratégie de communication fait le point sur les retombées de la crise ukrainienne et sur la nécessité de lutter contre la désinformation, en particulier dans l'espace des médias sociaux.

## **Objectifs**

### Objectif général

Améliorer la visibilité de l'UE et sensibiliser la population tchadienne (tout en favorisant la jeunesse hommes et femmes dans toutes leurs diversités) sur le rôle de l'UE et sur sa contribution, en tant que partenaire clé, au développement du Tchad.

### Objectifs spécifiques (idées):

1. Sensibiliser et faire comprendre le rôle de l'UE en tant que partenaire clé dans la mise en œuvre des actions de développement, qui ont un impact positif sur la vie de la population tchadienne dans toute leur diversité.

2. Organiser et gérer la logistique des activités et des événements de diplomatie publique de l'UE, à travers de plateformes existantes et plus larges, qui permettraient de promouvoir les valeurs fondamentales de l'UE.
3. Faire connaître les priorités, les intérêts et les valeurs de l'UE, et mettre en évidence les domaines d'intérêt commun avec le Tchad - notamment la dignité humaine et le respect des droits humains, la paix et la sécurité, la bonne gouvernance et la prospérité partagée.
4. Favoriser le dialogue et les échanges sur les domaines prioritaires d'intérêt commun tels que, mais sans s'y limiter, l'engagement des jeunes et des femmes, la protection de l'environnement, le renforcement des systèmes d'éducation et de santé, etc.
5. Définir une stratégie de communication et de visibilité alignée sur le branding de Global Gateway et harmoniser toutes les activités de visibilité entreprises par nos partenaires de mise en œuvre.

## Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;

de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);

de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

<b>Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)</b>		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
<b>Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSY#): Action présente : ACT-61772 Autre(s) action(s) :ACT-61843 et ACT-61757
<b>Niveau Contrat</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Contrat de subvention - appui CASON/SFED
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Contrat de service – Assistance Technique en gestion indirect pour l'appui au MPEPI
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 3	Contrat de Service pour la Communication Stratégique
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 4	Contrat/s de services pour la mobilisation d'expertise court terme
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 5	Contrat/s de services pour la mobilisation d'expertise court terme
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 6	Contrat/s de services pour la mobilisation d'expertise court terme
<b>Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	<engagement juridique individuel prévu (ou contrat) 1> <engagement juridique individuel prévu (ou contrat) 2> <engagement juridique individuel prévu (ou contrat) #>